

Au Moyen-Orient, la Turquie en passe de devenir le nouvel Iran

OLJ / Par [Anthony SAMRANI](#), le 04 septembre 2020 à 00h00

Commençons par une devinette. Je suis un pays qui s'ingère sur plusieurs théâtres au Moyen-Orient au nom d'une politique impérialiste et revancharde. Je suis un pays dont le leader multiplie les discours bellicistes et qui a réussi à créer contre lui une alliance inédite entre des puissances aux intérêts très divergents. Je suis un pays qui empêche les deux jeunes leaders des pétromonarchies du Golfe, Mohammad ben Salmane et Mohammad ben Zayed, de dormir. Qui suis-je ? L'Iran de l'ayatollah Khamenei ? Non : la Turquie de Recep Tayyip Erdogan.

En quelques années, la Turquie a réussi à se mettre à dos une grande partie des États de la région – sans même parler de l'ennemi kurde du PKK –, de la Méditerranée orientale au golfe d'Aden. Il y a les adversaires historiques, comme la Grèce ou Chypre. Il y a les rivaux des printemps arabes, comme l'Égypte ou les Émirats arabes unis. Il y a les pays avec qui la relation n'a cessé de se dégrader au cours de ces dernières années comme Israël ou l'Arabie saoudite. Et il y a enfin les pays qui perçoivent d'un mauvais œil l'influence turque sans s'y opposer frontalement comme l'Irak ou l'Iran. Ankara intervient aujourd'hui militairement en Syrie, en Libye et en Irak, alors que sa flotte maritime tente en même temps de faire de la Méditerranée orientale un lac turc. On évoque, sans que cela soit pour l'instant confirmé, une tentative de s'impliquer au Yémen et de prendre le relais du leadership saoudien auprès des sunnites au Liban.

Dans tout cet espace géographique, marqué par plusieurs théâtres de conflit – Libye, Syrie – et par une lutte pour l'appropriation des ressources gazières en Méditerranée orientale, Ankara n'a que deux alliés : le GNA de Fayez el-Sarraj qui contrôle la partie ouest de la Libye, et le Qatar qui subit un blocus de la part de l'axe saoudo-émirati depuis juin 2017.

La politique turque semble être mue par deux logiques, dont le reïs parvient à faire la synthèse. La première, que l'on perçoit surtout au niveau du narratif, relève d'une volonté de ressusciter l'Empire ottoman, ou plutôt le mythe qu'il inspire. Le président turc n'hésite pas à employer une rhétorique néo-ottomane et à en utiliser chacun des symboles, comme lors de la conversion de l'ex-basilique Sainte-Sophie en mosquée. Il se comporte avec les puissances du Proche et du Moyen-Orient comme si l'on était encore au temps de la Sublime Porte et dispute à l'Arabie saoudite son statut de leader du monde sunnite et de protectrice des lieux saints. La seconde est d'essence nationaliste. Ce sont avant tout des intérêts pragmatiques qui poussent la Turquie à intervenir en Libye, en Syrie ou en Irak. La Turquie s'estime lésée par le partage des frontières qui s'est décidé lors du traité de Lausanne en 1923. En Méditerranée orientale, où la Turquie est complètement isolée, Recep Tayyip Erdogan a repris la doctrine des généraux turcs de la patrie bleue, théorisée par le contre-amiral Cem Gürdeniz, qui pousse Ankara à imposer sa souveraineté sur une zone de 462 000 km² en mers Noire, Égée et Méditerranée.

La Turquie est devenue une puissance prédatrice qui cherche un peu partout à contester le droit international. Elle est devenue pour beaucoup l'ennemi à abattre, celui qui suscite le plus

de crainte, reléguant même l'Iran au second plan des menaces régionales pour une partie des pays arabes sunnites.

À l'instar de l'Iran, la Turquie joue la carte russe contre l'hostilité occidentale, mais Moscou est un faux allié pour les deux pays, tant pour des questions d'intérêts contradictoires que de rivalité historique. À la différence de l'Iran, la Turquie est toutefois membre de l'OTAN et les États-Unis, malgré la relation en dents de scie entre les deux pays, n'ont pas rejoint pour le moment l'alliance antiturque.

Alors : Iran, Turquie, même combat ? Pas tout à fait. Non seulement la Turquie n'est pas encore considérée comme un État paria dans la région, mais surtout l'influence turque ne repose pas sur les mêmes mécanismes et s'appuie sur une certaine légitimité. La politique iranienne dépend essentiellement des milices chiïtes que Téhéran a formées dans les différents pays du monde arabe, qui s'inscrivent en opposition aux États dans lesquels elles se trouvent tout en cherchant à y gagner de plus en plus d'influence. L'influence iranienne n'est pas totalement assumée, même si personne n'est dupe. Les Turcs, qui s'appuient en Syrie et en Libye sur des milices syriennes, ont une politique plus étatique, intervenant avec leurs armées et en grande pompe. La stratégie de domination turque est totalement assumée.

Dernière différence et non des moindres : l'Iran agit partout comme une puissance contre-révolutionnaire, qui vient au secours des régimes autoritaires ou cherche en tout cas à préserver le statu quo. Ankara, en revanche, est intervenu en Libye en soutien au gouvernement reconnu par la communauté internationale, contre les forces armées du maréchal Haftar. Il s'invite dans le jeu syrien aux côtés des rebelles contre Bachar el-Assad, mais s'en est également servi pour lutter contre ses ennemis kurdes. La Turquie a des raisons légitimes de vouloir redéfinir son rôle dans la région. Mais à vouloir le faire systématiquement par la force, et en balayant toute initiative diplomatique, elle est en train de devenir le nouvel Iran.